

Introduction

Les questionnements et les problèmes que posent aujourd'hui les « sans domicile fixe » (SDF) n'ont peut-être jamais été aussi saillants. Qu'on se positionne au niveau politique, économique, urbanistique, démocratique ou même scientifique, leur existence, leur visibilité et leur présence ne vont pas sans remettre en question l'ordre social et les principes fondamentaux sur lesquels reposent la société française. En effet, les SDF mettent à l'épreuve les principes d'égalité, de liberté et de fraternité qui sont au fondement de la République française, et ce, sans parler du droit constitutionnel au logement. Ils imposent par ailleurs des interrogations sur les normes et la cohésion sociale indispensables au fonctionnement pacifique et vertueux de toute société.

Historiquement identifiés comme « vagabonds » et « mendiants » durant le Moyen Âge (Geremek, 1987), réprimés en tant que « oisifs sans feu ni lieu », ces derniers demeurent minoritaires et laissés-pour-compte jusqu'au XIX^e siècle. Tandis que la charité chrétienne s'organise progressivement pour venir en aide aux « bons pauvres » (ceux qui, handicapés, estropiés ou vieillards, ne peuvent travailler), les autorités publiques continuent de punir les « mauvais pauvres » (ceux qui, oisifs, désœuvrés et mal intentionnés, refusent de s'installer et de travailler).

Alors que le XX^e siècle voit s'affirmer les idéaux égalitaires et humanitaires (et le cortège de politiques publiques qui y correspond, à commencer par la Sécurité sociale créée en 1945), la répression légale s'atténue petit à petit au profit d'une assistance menée par la société civile (associations, syndicats,

solidarités locales...) et par l'État (politiques sociales et organismes publics d'aides aux plus démunis). Il faut néanmoins attendre la réforme du Code pénal, en 1994, pour que la mendicité et le vagabondage ne soient plus des délits, quoique des résurgences locales continuent de légiférer sur ces questions, à l'instar des « arrêtés anti-mendicité » (Rullac, 2008).

C'est que la fin des Trente Glorieuses a vu émerger les « nouveaux pauvres » – ces ex-travailleurs déclassés qui se retrouvent potentiellement à la rue – et se médiatiser la figure du clochard, puis celle du SDF dans les années 1990 (Damon, 2021). Le problème excède d'ailleurs la situation française puisque l'ONU déclare l'année 1987 « année internationale du logement des sans-abri ». Devant l'augmentation du nombre de personnes sans-domicile, corrélative de la progression du chômage et des inégalités, le problème social que constitue la « question SDF » s'est mué en problème public, mis à l'agenda des politiques publiques et objet de nombreuses réformes et circulaires destinées à endiguer le phénomène (Pichon, Girola et Jouve, 2016). Parallèlement, des mouvements sociaux se cristallisent pour défendre les droits des sans-domicile, dont le plus célèbre reste la mobilisation des Enfants de Don Quichotte, notamment sur le canal Saint-Martin à Paris lors de l'hiver 2006-2007 (Bruneteaux, 2013), ayant permis d'obtenir le Droit au logement opposable (DALO). Dès lors, plus que jamais, la problématique des sans-domicile symbolise celle de la fracture sociale.

Mais sommes-nous tous au clair sur ce que signifie le fait d'être SDF ? Avons-nous une idée précise de qui sont ces personnes, de leur nombre, de leur parcours, de leurs difficultés, mais aussi de leurs compétences, de leur vie quotidienne et de leurs techniques de survie ? Savons-nous par ailleurs ce que les asso-

ciations et pouvoirs publics mettent en œuvre pour leur venir en aide ?

Le présent ouvrage s'appuie sur la littérature scientifique et les enquêtes statistiques – principalement francophones – produites à propos du sans-abrisme (Choppin et Gardella, 2013). Les sciences humaines, et plus spécifiquement la sociologie, permettent en effet d'éclairer des réalités trop souvent chargées de représentations sociales et d'idées reçues qui ne rendent pas compte de la complexité des phénomènes sociaux et individuels. Plus encore, notre propos est largement nourri par une enquête ethnographique au long cours, menée dans l'agglomération de Nancy, portée par l'association Accueil et réinsertion sociale (ARS) en partenariat avec la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)*, le Centre communal d'action sociale (CCAS)* de Nancy et la Métropole du Grand Nancy. Dans le cadre de cette étude ambitieuse, nous nous sommes immergés pendant 8 mois dans le monde de la rue (durant l'hiver 2017-2018), au contact direct des sans-domicile présents à Nancy, participant à leurs activités quotidiennes (dans l'espace public et dans les services sociaux), observant leurs comportements et recueillant leur parole dans des contextes aussi divers que des soirées en foyer, en squat ou dans des parkings souterrains, mais aussi durant les moments de manche, de sociabilité et d'attente (Besozzi, 2019). Les citations placées en exergue de chacune des parties de cet ouvrage sont d'ailleurs issues de cette enquête (les noms ont été modifiés).

C'est à partir de ce double ancrage (dans la recherche et sur le terrain) que cet ouvrage propose de déconstruire plusieurs idées reçues sur les SDF en France. Aussi, son propos s'avérera utile aussi bien aux travailleurs sociaux et aux élus qu'aux citoyens

* *Les mots signalés par un astérisque renvoient au glossaire en fin d'ouvrage.*

désireux de s'informer plus en profondeur sur ce phénomène social digne d'intérêt scientifique, politique et social.